



N° Consultation : 2022/EFS-HFNO/270

Etablissement Français du Sang – Hauts-de-France - Normandie
Parc Eurasanté
20 Avenue Pierre Mauroy
CS 40121
59373 LOOS CEDEX

FOURNITURE, INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION ET PRESTATIONS ASSOCIEES

Appel d'offres ouvert

Article L.2124-2 du code de la commande publique
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Sommaire

1. CONTEXTE /PERIMETRE	4
1.1 Contexte	4
1.2 Périmètre	4
2. DESCRIPTION DES SITES	5
2.1 Site QBD	5
3. BESOINS ET EXIGENCES	6
3.1 Types de caméras	6
3.2 Résolution et qualité d'image	7
3.3 Conditions d'éclairage	7
3.4 Poste client	7
3.5 Joystick contrôleur caméra (QBD)	8
3.6 Ecran mural de surveillance vidéo	8
3.7 Stockage des enregistrements	8
3.8 Accès aux enregistrements	9
3.9 Autres exigences	9
4. CONTRAINTES TECHNIQUES	10
4.1 Infrastructure Réseau, informatique	10
4.2 Compatibilité et évolutivité	11
5. CONTRAINTES LEGALES ET REGLEMENTAIRES	12
5.1 Réglementation	12
6. PRESTATIONS ATTENDUES	13
6.1 Installation	13
6.2 Réception et Documents attendus	15
6.3 Garantie	15
6.4 Formation	15
6.5 Maintenance	15

6.6	Télémaintenance	16
7.	ESSAIS ET CONTROLES	17
8.	HYGIENE, SECURITE ET PREVENTIONS	18
9.	OBLIGATIONS DU RPA	18
10.	ANNEXES	19

1. CONTEXTE /PERIMETRE

1.1 Contexte

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'installation d'un système de vidéoprotection sur certains sites de l'EFS HFNO ainsi que les prestations associées.

La mise en place d'un système de vidéoprotection s'inscrit dans le cadre du développement de la politique de prévention de l'EFS et vise à satisfaire les objectifs suivants :

- La prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ;
- La prévention des atteintes envers la classification du site sensible ;

Les objectifs sont de surveiller les bâtiments ainsi que les accès aux bâtiments pour assurer la sécurité des biens, des produits et des personnes.

Les prestations associées sont :

- La formation à l'utilisation, au paramétrage ;
- La maintenance des équipements ;
- La maintenance évolutive.

Les formalités réglementaires à accomplir restent à la charge de l'Etablissement Français du Sang, y compris notamment :

- La demande d'autorisation auprès de la Préfecture du département
- L'inscription au registre de traitement conformément au RGPD

1.2 Périmètre

Le présent marché prévoit :

- La fourniture de caméras couleurs respectant les minimas précisés aux articles ci-dessous ;
- Leurs installations sur les sites ;
- L'installation d'une solution logicielle évolutive et le raccordement aux différents réseaux et à l'enregistrement avec les différents travaux nécessaires ;

Le titulaire du marché proposera tous les aspects techniques de l'installation, la marque des appareils proposés, le type de technologie utilisé, le cas échéant les caractéristiques requises par les postes informatiques des contrôleurs et des logiciels nécessaires

- Le système proposé devra être simple et évolutif.
- La mise en place devra limiter le plus possible le recours au génie civil et utiliser au mieux la configuration des lieux.
- Le système devra être discret et protégé des éventuelles tentatives de dégradations.
- La fourniture et la pose des matériels seront à la charge du titulaire du marché retenu ainsi que le câblage courant faible et courant fort des équipements proposés pour le site de la QBD.
- Toute disposition sera prise par le titulaire du marché pour les éventuels travaux en hauteur.

Au titre de la mise en œuvre

- Travaux :

Le titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, conformément aux documents de référence, et en particulier :

- La fourniture et l'installation des caméras, y compris les supports nécessaires et adaptés à l'environnement dans lequel, elles seront implantées.
- La fourniture et l'installation de toutes les interfaces de communication en fonction des solutions de transmission choisies par le titulaire.
- La fourniture, l'installation et le paramétrage du réseau de communication.
- Le génie civil si nécessaire.
- La fourniture et l'installation des équipements vidéo.
- La fourniture, l'installation et le paramétrage des enregistreurs numériques et des logiciels nécessaires à l'exploitation, accompagnés de leurs licences d'exploitation.
- L'installation de l'ensemble des logiciels et aux dispositifs de masquage, accompagnés de leurs licences d'exploitation.
- L'ensemble du câblage cuivre, optique ou toutes autres technologies.
- Tous les raccordements nécessaires au bon fonctionnement des matériels, y compris les raccordements électriques et la mise à la terre des équipements.
- La réalisation des plans d'exécution et de récolement (y compris des câbles).

2. Description des sites

Les sites à équiper sont :

1. Le site de la QBD de Loos
11 Avenue de la recherche 59120 Loos
2. Le futur plateau technique 2028
11 Avenue de la recherche 59120 Loos

Ce site étant au stade des études de conception , un descriptif technique sera communiqué ultérieurement

Au cours de l'exécution du marché, l'EFS se réserve le droit d'ajouter d'autre site par voie d'avenant.

2.1 Site QBD

Les plans de ce site seront donnés contre demande et récépissé conformément à l'article 2.1 du règlement de la consultation.

Le contrôle de la vidéoprotection sera installé dans le PC de sécurité situé à l'entrée du site. Les travaux étant effectués en site occupé et sensible, le déploiement devra être progressif avec une garantie permanente du maintien de la sûreté. Ainsi, toute suppression de caméra entrainera automatiquement la mise en service de la nouvelle.

Les zones à surveiller sont l'entrée du site, le parking, les entrées dans le bâtiment, la clôture extérieure.

3. Besoins et exigences

3.1 Types de caméras

Les caractéristiques suivantes sont données à titre exemple, toutes les caméras qui seront installées devront répondre aux critères de visualisation et d'enregistrement correspondant au type de vue choisie.

Les caméras fixes, mini dômes sont en résolution 4Mp et ont les caractéristiques techniques minimums suivantes :

- Commande d'ouverture et de mise au point motorisée et accessible à distance
- Mode jour/nuit : caméra couleur permettant une vision nocturne en mode monochrome
- Objectif vari focal motorisé avec mise au point à distance
- Eclairage Infrarouge intégré
- Fonction compensation de contre-jour
- Balance des blancs automatiques
- Détection d'activité dans l'image intégrée par mouvement de pixels
- Gestion de scénario intelligent d'entrée/sortie de zone, direction des objets et maraudage
- Détection et alertes de sabotage (tampering)
- Débit paramétrable
- Alimentation par le biais du câble Ethernet (POE +)
- I/O : 1 entrée contact sec / 1 sortie collecteur ouvert
- Peinture par pulvérisation à haute résistance,
- Conformité avec les classifications environnementales IP66 et IP67 des normes
- Peut-être équipée de différents types de support de fixation et accessoires

Les caméras bullet fixes sont en résolution 5Mp minimum et ont les caractéristiques techniques minimums suivantes :

- Commande d'ouverture et de mise au point motorisée et accessible à distance (P-Iris)
- Mode jour/nuit : caméra couleur permettant une vision nocturne en mode monochrome
- Objectif varifocal motorisé avec mise au point à distance
- Eclairage Infrarouge intégré 90 mètres en zoom maximum
- Fonction compensation de contre-jour
- Balance des blancs automatique
- Détection d'activité dans l'image intégrée par mouvement de pixel
- Détection et alertes de sabotage (tampering)
- Débit paramétrable
- Alimentation par le biais du câble Ethernet (POE +)
- Incrustation dans image : horodatage (date et heure) et nom ou numéro de caméra
- Corps en aluminium avec peinture par pulvérisation à haute résistance
- Conformité avec les classifications environnementales IP66 et IP67
- Peut-être équipée de différents types de support de fixation et accessoires

Les caméras dômes mobiles sont en résolution 1 Mpix/2Mpix minimum et ont les caractéristiques techniques minimums suivantes :

- Mode jour/nuit : caméra couleur permettant une vision nocturne en mode monochrome
- Luminosité minimum : 0,1 lux en mode couleur et 0,03 lux en mode monochrome

- Objectif varifocal motorisé avec mise au point à distance
- Pilotage du bloc optique motorisé PTZ, inclinaison -20° à 90° et rotation horizontale 360°
- Rotation de l'image automatique (auto-flip)
- Fonction compensation de contre-jour
- Balance des blancs automatique
- Surcompression automatique de l'image en dehors des zones d'intérêt
- Détection d'activité dans l'image intégrée par mouvement de pixel
- Détection et alertes de sabotage (tampering)
- Débit paramétrable à distance
- Gestion du brouillard électronique
- Alimentation par le biais du câble Ethernet POE + et ou 60w
- Incrustation dans image : horodatage (date et heure) et nom ou numéro de caméra
- Conformité avec les classifications environnementales IP66 IEC 60529,
- Peut-être équipée de différents types de support de fixation et accessoires
- Projection de lumière infrarouge (IR) adaptative (s'adapte dynamiquement à la scène filmée) avec les LED IR jusqu'à 250 mètres

Les présentes spécifications n'étant pas restrictives, le titulaire aura la possibilité de proposer des matériels équivalents, mais ils ne pourront être mis en œuvre qu'avec l'accord de l'EFS. Dans le cas où ceux-ci ne sembleraient pas qualitativement au moins égaux à ceux de référence, ce sont les appareils de références qui seront exigés lors de l'installation.

Les choix de caméras devront être justifiés un à un. Pour cela, il est demandé à la suite de la visite du site une représentation sur le plan des emplacements, ainsi que des champs de vision qui seront pratiqués au moment de l'installation. Ces champs de vision devront faire apparaître la densité de pixels à plusieurs niveaux de la zone visionnée, densités calculées selon l'échelle de ce plan. Les outils fournis par le constructeur devront être utilisés pour ces représentations afin de s'assurer de la corrélation entre la simulation et les capacités réelles du matériel proposé. Ces représentations devront être certifiées conforme par le constructeur pour pouvoir être incluses dans le dossier de réponse.

3.2 Résolution et qualité d'image

Toutes les images des caméras seront enregistrées à 25 images par seconde dans la résolution maximum de la caméra sans aucune dégradation de qualité.

Le dispositif de télémétrie des caméras permettra la télécommande du site, de l'azimut, de la focale et de la mise au point des caméras.

Le système devra proposer une résolution de l'image permettant une bonne identification des individus et des numéros des plaques d'immatriculations des véhicules observés dans la zone de couverture du système.

3.3 Conditions d'éclairage

Le système prendra en compte les problématiques d'éclairage liées à chacune des caméras et la nécessité de disposer d'images exploitables de jour comme de nuit.

3.4 Poste client

Les caractéristiques de la station d'affichage choisie doivent répondre aux recommandations du constructeur fournissant le logiciel de gestion vidéo.

- Visualisation des flux jusqu'à 72 flux avec technologie HDSM
- Système d'exploitation Microsoft® Windows 11 IoT Enterprise LTSC

- Processeur Intel® Core™ i7
- Mémoire 32 Go de RAM DDR5
- Configuration des disques durs : SATA 1 x 3,5 po 1To et 1 disque SSD 500Go pour le système
- Interface réseau 2 ports Gigabit Ethernet RJ-45 (1000Base-T)
- Carte vidéo actives (2 DisplayPort) compatibles 4k
- Lecteur optique DVD-RW
- Accessoires fournis

3.5 Joystick contrôleur caméra (QBD)

Le joystick comprendra des commandes de vitesse PTZ avancées, l'accès au menu d'affichage à l'écran, le verrouillage de la mise au point et tout autre option nécessaire à l'exploitation.

Le joystick de type IP devra inclure le PoE.

Il devra pouvoir prendre le contrôle des caméras sur tout l'installation.

3.6 Ecran mural de surveillance vidéo

Le matériel devra être de type murs y compris le système de fixation.

La visualisation des images, tant live qu'enregistrées, devra pouvoir se faire soit sur une caméra, soit sur plusieurs (mosaïques).

Le mur d'image devra proposer des images nettes même dans des conditions de forte luminosité.

L'écran pourra accepter un minimum de 16 caméras.

Les caractéristiques suivantes sont à titre d'exemple, le dimensionnement devra respecter le nombre de caméras défini au présent marché :

- Résolution 1920x1080 full HD
- Panel technology IPS
- Aspect ratio 16 :9
- Luminosité (Type) : 500cd/m2
- Traitement de la surface : haze +/- 28%
- Interface HDMI-DP-DVI-USB-DISPLAYPORT etc...

3.7 Stockage des enregistrements

L'enregistrement numérique garantit l'intégrité des flux vidéo et des données associées relatives à la date, à l'heure et à l'emplacement de la caméra.

Le stockage des images devra être effectué dans un format standard non propriétaire susceptible d'être relu par une visionneuse de notre établissement. Le système pourra proposer des traitements dits « intelligents » simples, en particulier pour faciliter le contrôle automatisé du bon fonctionnement des caméras et l'affichage de l'image pertinente.

Le système de stockage utilisé est associé à un journal qui conserve la trace de l'ensemble des actions effectuées sur les flux vidéo. Pour les systèmes numériques, ce journal est généré automatiquement sous forme électronique comportant la liste des flux exportés indiquant :

- La date et l'heure des images filmées, leur durée,

- L'identifiant des caméras concernées,
- la date et l'heure de l'exportation,
- L'identité de la personne ayant réalisé l'exportation.

Les enregistreurs numériques ainsi que les équipements annexes tels que multiplexeurs, moniteurs + clavier, permettant la programmation, le paramétrage et la visualisation des images sur le moniteur, seront disposés dans une baie 42U, 19" existante.

Ces enregistreurs devront être parfaitement compatibles avec l'installation choisie. L'enregistrement sera de type numérique uniquement.

Le système de type serveur enregistreur devra permettre le stockage des images sur 14 jours avec effacement automatique au-delà.

Dans tous les cas seul le tirage optique sera pris en compte, l'agrandissement numérique n'étant pris en compte que pour indication.

Le système d'enregistrement reste en fonctionnement en cas de lecture ou de recherche d'images enregistrées, de paramétrage de l'appareil et plus généralement quelle que soit la nature de l'intervention sur l'enregistreur.

L'interface utilisateur devra être simple et intuitive.

Il devra être possible de rechercher des images sur la base d'évènements (passage de personne dans un couloir, ou une porte par exemple) définis à posteriori (zone de détection et type d'évènement définis au moment de la recherche des images).

Les périodes d'enregistrement pourront être programmées différemment en fonction des créneaux horaires et des jours d'ouvertures/fermetures.

En cas de déclenchement d'un enregistrement sur alarme, il sera possible d'accéder aux images précédant cette alarme. La capacité de stockage ne sera pas inférieure à 4 TO.

Pour le site de la QBD, le dimensionnement devra respecter le stockage des images 14 jours sur l'ensemble des caméras, installé et avec un minimum de stockage supplémentaire de 15 caméras de type ptz en flux mouvement.

3.8 Accès aux enregistrements

Conformément aux dispositions de l'article R253-3 du Code de la sécurité intérieure, pour des raisons de confidentialité, les enregistrements ne pourront être consultés que par les personnes habilitées (nommées dans le dossier d'autorisation préfectorale) et les agents des services de police ou des unités de gendarmerie selon des règles préétablies et sur réquisition de la police judiciaire pour les extractions d'images.

Chaque utilisateur doit avoir un compte personnel et nominatif sur le système afin de permettre la traçabilité de ses actions.

3.9 Autres exigences

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des destinataires et utilisateurs des présents documents et notamment les candidats et le futur titulaire sur la mention « DIFFUSION LIMITEE » qui a pour effet de circonscrire expressément le périmètre de circulation des informations concernées.

Le titulaire du marché sera dans l'obligation de :

- Mettre en place les mesures garantissant le niveau de protection nécessaire aux informations concernées par ces mentions tels que précisées dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises
- Fournir au pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés participant à l'exécution du marché et impérativement fournir les nom, prénom, date de naissance, lieu de naissance des personnes ayant accès à ces documents.

4. Contraintes techniques

4.1 Infrastructure Réseau, informatique

La solution et l'archivage devront être hébergés dans un serveur enregistreur situées dans un Data Center EFS.

Le Titulaire précisera dans son offre la solution retenue.

Les serveurs doivent être conformes aux prérequis suivants :

- Système Windows 2019 ou Redhat 8
- Intégration dans l'Active Directory EFS
- Antivirus EFS actif
- EDR EFS actif
- Droits d'accès nominatifs, pas de comptes génériques
- Supporté les mises à jour Microsoft
- Gestion de l'application sans avoir besoin d'être administrateur des serveurs

Le Titulaire trouvera en annexe 1 les exigences de Sécurité Informatique de l'EFS dans le cadre de la connexion des équipements biomédicaux à son réseau applicables aux prestations prévues au marché.

Exploitation de la solution

Le Titulaire devra fournir un document d'exploitation de la solution incluant au moins :

- La procédure d'installation de la solution
- Les procédures d'arrêt et de redémarrage de l'application
- Les procédures de sauvegarde et restauration
- Document d'architecture de la solution

Données paramétrage

Le Titulaire indique dans son offre les modalités de sauvegarde et de restauration (sécurisation de son système de vidéoprotection) des données de paramétrage nécessaires en cas de reprise sur incident :

- Description des données ;
- Dossiers à sauvegarder ;
- Périodicité ;
- Temps de rétention ;

Il précisera les modalités de tests de restauration.

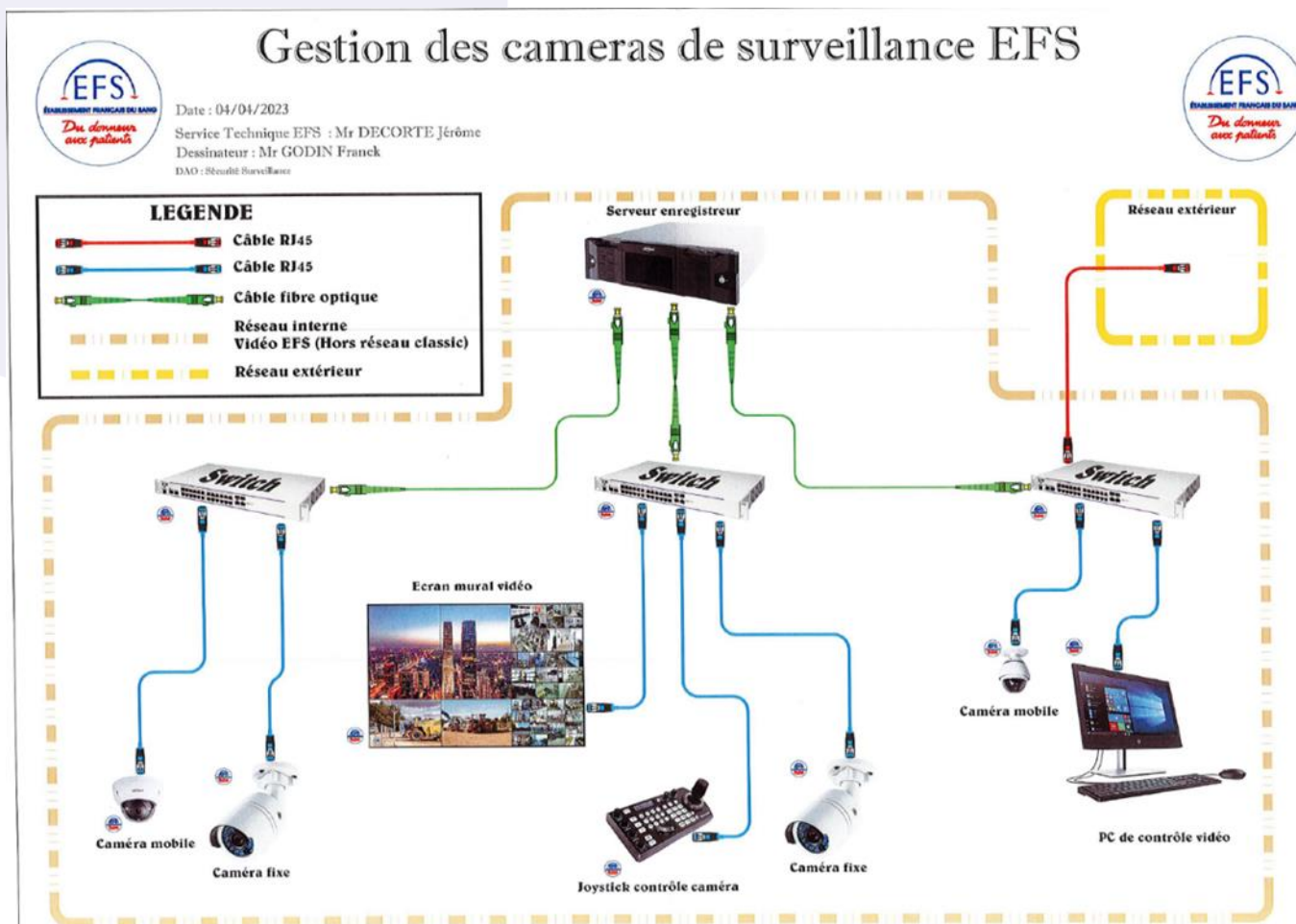
La sauvegarde du paramétrage du système est sous la responsabilité du Titulaire.

Dans le cas contraire, le Titulaire effectuera la sauvegarde des données, si possible, avant intervention.

Qualification du système informatique

La qualification du système informatique doit porter sur les éléments suivants :

- Validation du bon fonctionnement du système de sauvegarde
- Validation de la restauration d'une sauvegarde



4.2 Compatibilité et évolutivité

Le système et le réseau de vidéoprotection devront être évolutifs afin que le client final puisse naturellement évoluer à terme, sans remise en cause du dispositif, en rajoutant de nouvelles caméras et des capacités de stockage complémentaires.

Le logiciel de supervision de vidéoprotection doit être compatible avec toutes les marques du marché à travers la compatibilité ONVIF, sans restriction de marque ou de modèle de caméra. Les licences ainsi que le logiciel VMS ne nécessitent pas de coûts récurrents ou d'abonnement pour avoir accès aux mises à jour ou bien au support technique du constructeur.

Le support technique doit être directement accessible par téléphone ou e-mail par le mainteneur, aussi bien que par le client final sans contrat spécifique.

Les mises à jour logicielles des caméras et du VMS doivent être téléchargeables facilement depuis le site internet du constructeur. Si nécessaire pour accéder aux téléchargements, la création du compte utilisateur ne doit pas nécessiter de validation du

constructeur obtenir cet accès aux logiciels mis à jour ou aux articles de support technique.

5. Contraintes légales et réglementaires

5.1 Réglementation

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur et à l'ensemble des textes applicables dans ce domaine y compris notamment la Loi- n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ainsi que , à l'Arrêté du 3 Août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection. Elles devront également être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur et à l'ensemble des textes applicables dans ce domaine.

Le prestataire trouvera une aide pour la prise en compte de ces contraintes réglementaires et plus généralement pour la mise en place du projet dans le guide méthodologique pour la Vidéoprotection conçu par le Ministère de l'Intérieur.

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du marché s'engage à assurer la protection des informations ou supports classifiés qu'il aura à connaître et/ou à détenir au titre du présent marché.

Il reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants portant sur ses obligations résultant de la connaissance et de la détention d'informations ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale :

- le code pénal, notamment en ses articles 413-9 à 414-9 ;

Les documents classés DIFFUSION LIMITEE ne pourront être communiqués qu'aux prestataires, lesquels devront les stocker dans un lieu de stockage chiffré, et ne pas les transférer à une entreprise ou un tiers.

5.2 Affichage et information

Conformément à l'article R253-6 du code de la sécurité intérieure, l'information du public est obligatoire. Cette information sera délivrée par voie d'affiches installées sur les différents sites.

Le support d'information reprendra *a minima* les éléments suivants :

- Un pictogramme de caméras ;
- L'identité du responsable de traitement (ou son représentant) ;
- La (les) finalité(s) poursuivie(s)
- Les modalités d'exercice des droits des personnes concernées ;

Dans un second niveau (via QR code, un lien de renvoi), les informations suivantes doivent également être disponibles :

- La durée de conservation des images ;
- L'identité et les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO)
- La base légale du traitement
- Les destinataires des données.

6. Prestations attendues

6.1 Installation

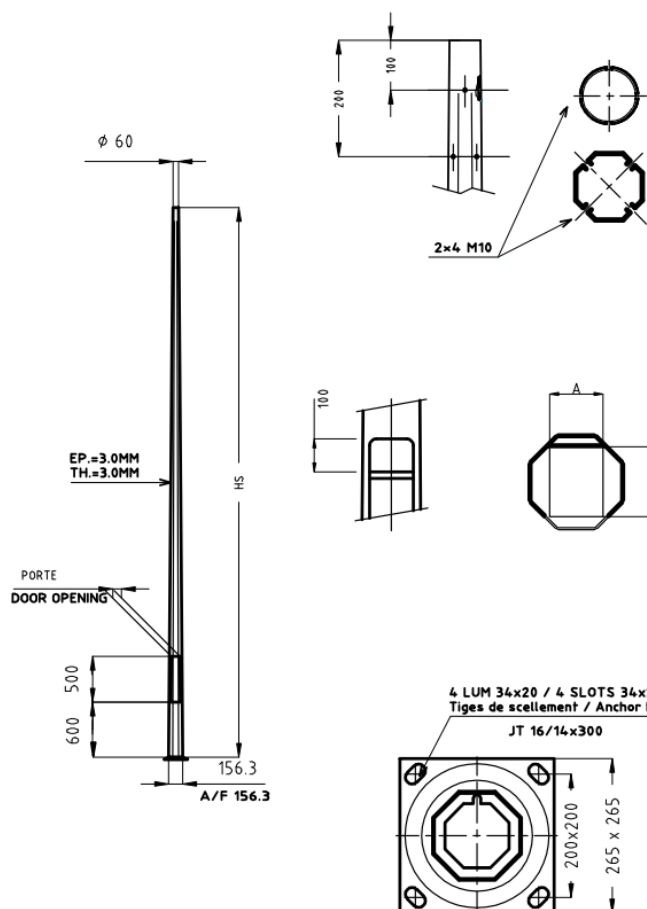
Pour chacun des sites le titulaire aura à sa charge les études relatives aux sujets suivants :

- Les emplacements définitifs des caméras, les procédés de fixation des équipements de vidéoprotection.
- Les solutions de raccordements des divers équipements entre eux, aux réseaux de transmission et au réseau électrique existant.
- Les méthodes d'intervention sur les bâtiments concernés.
- Un programme d'intervention sera joint à l'offre qui précise :
 1. Les périodes calendaires d'intervention.
 2. Les moyens techniques mis en œuvre dans chaque zone d'intervention.
 3. Les moyens de signalisation et de sécurité prévus pour l'exécution des travaux en zone occupée.

Il est rappelé que les travaux ne devront pas perturber le fonctionnement du site. A cet effet, les travaux bruyants ou générant toute nuisance potentielle (poussière, etc.) devront être exécutés en accord avec le représentant de l'EFS HFNO.

Pour le site de la QBD le titulaire du marché aura à sa charge le VRD entre les bâtiments et les mats pour l'installation des caméras extérieures, le VRD comprendra les tranches, la fourniture et le passage de Foureau avec grillage sable et remblé, la fermeture des tranches et la mise en place de massif béton nécessaire à l'installation de mat des caméras extérieures,





Durant son intervention, le titulaire du marché devra respecter les règles d'hygiène, de nettoyage et de protection.

Le titulaire du marché devra garantir une protection adaptée pour chaque zone de travail ponctuelle lorsqu'un risque de dégagement de poussières est avéré comme par exemple lors de l'ouverture d'un faux plafond, d'un passage de câble, d'un percement ou une fixation...

Le titulaire du marché assurera à ses frais et sous sa responsabilité les évacuations des produits déposés ou excédentaires, de leurs emballages et tout déchet lié à son intervention. Concernant les déchets pour lesquels la réglementation l'imposerait, Le titulaire du marché remettra à l'EFS un bordereau de suivi de destruction des déchets. Les protections devront être conformes au règlement de sécurité incendie soit en catégorie M2.

Les équipements seront tous configurés et paramétrés intégralement, chaque caméra sera protégée contre les effets de la foudre.

L'ensemble des équipements de prise de vue (cameras), des logiciels (VMS) et du matériel informatique (Serveurs, postes de supervision...) doivent provenir du même constructeur.

En cas de présence de plusieurs constructeurs, chaque constructeur doit fournir les attestations de compatibilité avec l'ensemble des autres marques de l'installation prévues, l'attestation doit inclure les versions logicielles concernées.

6.2 Réception et Documents attendus

La réception sera prononcée après exécution des contrôles prévus et la fourniture par l'entreprise d'un dossier complet en langue française, comprenant entre autres :

- Mesure des temps de réaction des organes éventuellement télécommandés.
- La nomenclature de tous les équipements mis en œuvre avec les notices techniques.
- Les plans de câblage et de raccordement, et le détail des liens informatiques
- Les schémas fonctionnels, synoptiques, et plan des ouvrages tels qu'exécutés.
- Les notices de maintenance et d'exploitation.
- Les procès-verbaux de tous les contrôles effectués par l'entreprise.

Les plans sur support informatique seront au format Autocad DWG, les autres documents seront fournis au format RTF-DOC –XLS, et pouvant être modifiés et au format PDF non modifiable.

6.3 Garantie

Le délai de garantie expirera à minima 12 mois à compter de la décision de réception par l'EFS. Le titulaire peut proposer une garantie d'une durée supérieure dans son offre.

Pendant cette période, le titulaire du marché devra remplacer toutes les pièces défectueuses et remettre l'installation en fonctionnement. Les pièces et mains œuvre de remplacement seront garanties pendant **un an** après leur mise en place.

La garantie ne s'applique pas au remplacement des pièces et aux réparations qui résulteraient des détériorations ou accidents provenant de négligences, fautes de conduite, défauts de surveillance ou d'entretien, de la part de l'EFS HFNO.

6.4 Formation

Il est prévu une formation du personnel existant de l'EFS et une assistance au démarrage de l'ensemble des matériels installés

Le titulaire devra inclure et préciser le coût de la formation des personnes choisies par le maître d'ouvrage pour la conduite et l'exploitation des installations réalisées et des futurs ajouts au besoin

6.5 Maintenance

Pour l'ensemble de la solution technique, le titulaire du marché assure une maintenance préventive et corrective durant la durée d'exécution du présent marché public.

Dans le cas du contrat de maintenance, il devra être indiqué :

- La liste des interventions de maintenance à effectuer et la périodicité prévisible du remplacement des consommables si besoin.
- Les coordonnées de l'agence la plus proche et les noms des interlocuteurs assurant le suivi.
- Les moyens en personnel, matériels et stock de pièces détachées qui seront mis en œuvre pour garantir de manière continue le bon fonctionnement global des installations.
- Le coût du contrat.

Les prestations de maintenance préventive correspondant aux spécifications des constructeurs des matériels sont réalisées à dates récurrentes.

En cas d'opérations susceptibles d'entraîner des perturbations fonctionnelles pour les services exploitants du système, les prestations sont exécutées à des jours et heures convenus avec l'EFS en fonction de la nature des perturbations.

Chaque intervention du titulaire fait l'objet d'une consignation détaillée dans un cahier de maintenance fourni par le titulaire et laissé à demeure au poste de sécurité.

Les prestations comprennent au minimum une fois par an :

- Le nettoyage des équipements type camera ;
- Le nettoyage des équipement type switch, baie, serveur enregistreur ;
- La vérification, le nettoyage et l'éventuelle réfection de l'ensemble de la connectique des fibres optiques, et câblage RJ45 ;
- La vérification des tensions ;
- La vésication de flux vidéo et flux de communication ;
- La vérification des écrans ;
- Et toute suggestion confondu relatif au bon fonctionnement de l'installation.

Les prestations comprennent pour chaque caméra , à réaliser 4 fois par an :

- le nettoyage des optiques et des protections,
- la vérification des points d'ancrage.

Ces opérations sont faites en présence d'un représentant de l'EFS.

Panne majeure : Panne entraînant ou susceptible d'entraîner un dysfonctionnement ou un fonctionnement à service réduit sur :

- simultanément 3 caméras ou plus d'un même site,
- le logiciel d'exploitation des images,
- le système d'enregistrement,
- Interruption de service d'un switch,
- Interruption de service d'un serveur enregistreur.

Panne mineure : Autre panne :

- Interruption de service d'une caméra.

6.6 maintenance

Le dispositif retenu par l'EFS pour toutes les interventions à distance de ses prestataires, est l'outil WALLIX AdminBastion, aucune autre solution d'accès distants ne sera autorisée.

La procédure de mise en place nécessite la création d'un compte nominatif pour chaque personne susceptible de se connecter au Système d'Information de l'EFS dans le cadre d'une téléassistance.

Le Titulaire s'engage à fournir la liste exhaustive des techniciens pouvant être amenés à effectuer une télémaintenance. Une revue annuelle de cette liste sera effectuée.

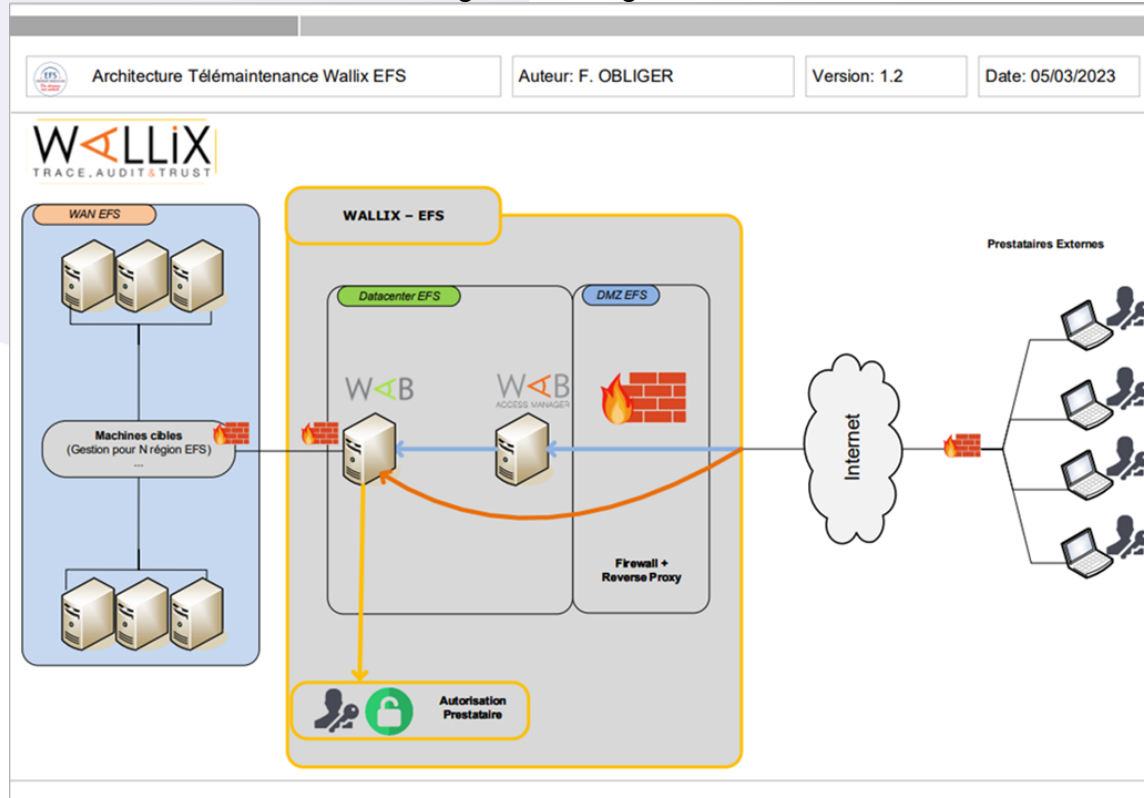
L'authentification se fait par un login/mot de passe, le login étant attribué par l'EFS de façon nominative par technicien, et le mot de passe devant être défini par le Titulaire à la première connexion ou à chaque demande de changement selon paramétrage technique du RPA ou de son représentant, au maximum le mot de passe devra être changé selon le paramétrage technique.

Ce mode d'authentification pourra être amené à être durci, par la mise en place d'une authentification forte avec un MFA.

Le mode de connexion à Wallix se fait au travers d'une procédure d'accès, susceptible d'évoluer, qui sera fournie au moment de la mise en place.

Les sessions sont activées à la demande et sont valides pour une durée donnée (fixée avec le Titulaire au moment de l'activation).

L'EFS se réserve le droit d'enregistrer l'intégralité des sessions de télémaintenance.



7. Essais et contrôles

Les contrôles seront réalisés en présence du représentant de l'EFS pouvant être assisté du référent sûreté de la gendarmerie nationale au titre de conseiller technique (pour le site de la QBD) :

- Contrôle de la solidité des fixations.
- Contrôle de la qualité des images, de jour comme de nuit, et, pour les dômes, de leur stabilité en grossissement maximum.
- Contrôle d'aspect et d'intégration dans l'environnement.
- Contre l'inviolabilité des câbles et des coffrets techniques disposés à l'extérieur.
- Contrôle des zones de vision, y compris des protections de la vie privée.
- Contrôle opérationnel des mécanismes (zoom et tourelles).
- Contrôle opérationnel des éventuels détecteurs de mouvement.
- Contrôle de la qualité des enregistrements.
- Mesure de la vitesse angulaire des caméras et de la vitesse d'évolution des zooms.
- Mesure des temps de réaction des organes éventuellement télécommandés.

Le titulaire devra effectuer sous sa responsabilité et à ses frais, les vérifications techniques et essais fonctionnels auxquels il est tenu pour ses propres prestations dans les 10 jours à compter de la fin de ses prestations.

Avant toute réception de l'installation, il sera procédé, en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, aux essais et contrôles de bons fonctionnements des équipements.

8. Hygiène, sécurité et préventions

L'établissement d'un plan de prévention est obligatoire, en vertu du décret n°92-158 du 20/02/1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, si un nombre total d'heures de travail, égal à au moins quatre cents heures de travail sur une période égale au plus à douze mois, que les travaux soient continus ou discontinus, est prévisible.

Néanmoins, pour les travaux dangereux listés dans l'arrêté du 19 mars 1993, en application de l'article R. 4512-7 du code du travail dans sa version actuellement en vigueur, il est obligatoire d'établir un plan de prévention même en dessous de ce seuil.

Le Titulaire prévoit, dans le cadre de son intervention et notamment dans les établissements dans lesquels il n'est pas soumis à l'élaboration d'un plan de prévention,

Le Titulaire devra faire respecter par son personnel les mesures de sécurité et les procédures applicables dans l'enceinte des différents sites de l'EFS où les prestations doivent être réalisées.

Chacun des établissements dispose d'une procédure d'urgence en cas d'accident, le Titulaire doit en solliciter une copie.

L'accès des véhicules est réglementé sur certaines parties de l'EFS, limité aux opérations de chargement et de déchargement de matériel sous réserve de ne pas gêner la circulation. Le stationnement, lorsqu'il est possible, se fait uniquement sur les emplacements délimités à cet effet.

Par ailleurs, le technicien effectuant la maintenance doit porter une blouse et des gants. Lorsque l'analyse des risques du plan de prévention mentionne le besoin d'utiliser des équipements de protection individuelle (EPI), les intervenants du prestataire devront obligatoirement les utiliser lors des étapes à risques. Le technicien de maintenance devra respecter les consignes d'habillage de la zone dans laquelle il va travailler en plus de ses propres protocoles d'habillage.

9. Obligations du RPA

Le RPA s'engage à :

- Garantir les conditions d'environnement des équipements objets de ce marché et informer le Titulaire de toutes modifications s'y reportant ;
- Tenir à jour le dossier technique d'équipement et notamment la fiche de suivi de l'équipement conformément aux référentiels applicables ;
- Effectuer ou faire effectuer les opérations d'entretien, de contrôle et de vérification conformément aux prescriptions indiquées dans le manuel d'utilisation, ces opérations sont attestées par l'intervenant sur les documents d'enregistrements appropriés ;

- Assurer les conditions d'hygiène et de sécurité réglementaires des représentants du Titulaire pendant des prestations de maintenance. Lesdits représentants s'engagent eux-mêmes à respecter ces conditions ;
- Informer le Titulaire préalablement à tout déplacement de l'équipement dans un autre site et tenir compte de ses remarques ;
- Ne jamais laisser un employé du Titulaire travailler isolément dans les locaux de l'établissement, en un point où cet employé ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident ;
- Maintenir un niveau de formation suffisant de son personnel, l'obligation de collaboration ou de coopération du client étant une obligation essentielle dans une prestation de maintenance. Le RPA s'engage sur l'utilisation du matériel par des personnels formés, capables d'établir un diagnostic simple sur les dysfonctionnements constatés.
- Donner au Titulaire la liste à jour des personnes habilitées avec le niveau.

10. Annexe

Annexe : Les exigences de Sécurité Informatique de l'EFS